L'UNIVERSITÉ AFRICAINE EST-ELLE CONDAMNÉE À COURIR DERRIÈRE UN MARCHÉ DE L'EMPLOI EN PERPÉTUELLE MUTATION?

Sidy Danioko

Aujourd'hui, partout en Afrique, un discours semble faire l'unanimité : il faudrait adapter les programmes universitaires aux besoins du marché de l'emploi. Cette ambition, aussi légitime soit-elle, mérite pourtant une réflexion approfondie sur ses implications à long terme et sur la véritable mission de l'université dans nos sociétés.

Hier, il fallait former davantage d'informaticiens. Aujourd'hui, les regards se tournent vers l'intelligence artificielle, la science des données et la cybersécurité. Demain, de nouvelles avancées scientifiques et technologiques pourraient transformer profondément ces domaines et rendre obsolètes certaines compétences actuellement très recherchées.

Faut-il alors reconstruire nos programmes universitaires à chaque nouvelle vague technologique ? Devons-nous continuellement sacrifier les savoirs fondamentaux sur l'autel de l'employabilité immédiate ?

Et surtout, de quel marché de l'emploi parlons-nous ? De celui qui existe aujourd'hui ou de celui que nous voulons et devons construire demain ?

Ces interrogations nous invitent à dépasser la seule question de l'adéquation entre formation et emploi pour réfléchir à la place de l'éducation dans le développement de nos sociétés.

Droit d'auteur © 2026 Sidy Danioko,
© 2026 Famuya Wale So (FWS).
Tous droits réservés.

L'employabilité : une exigence légitime, mais insuffisante

Il serait difficile de contester la nécessité de préparer les étudiants à la vie professionnelle. Une formation universitaire qui ignorerait totalement les réalités économiques et les possibilités d'insertion de ses diplômés manquerait une partie de sa mission.

Cependant, réduire l'université à une simple structure de production de compétences destinées à satisfaire les besoins immédiats des entreprises serait une erreur.

L'université doit aussi produire des connaissances, développer l'esprit critique, former des chercheurs, encourager la créativité et préparer les générations futures à des réalités que nous ne connaissons pas encore.

Une société ne progresse pas uniquement parce qu'elle dispose de travailleurs capables d'exécuter les tâches demandées. Elle progresse également grâce à des femmes et des hommes capables de remettre en question les méthodes existantes, d'imaginer de nouvelles solutions et d'ouvrir des perspectives jusque-là inexplorées.

L'employabilité constitue donc un objectif important de l'enseignement supérieur, mais elle ne saurait en être l'unique finalité.

Le piège de l'adaptation permanente

Les transformations technologiques contemporaines illustrent parfaitement cette difficulté.

Les outils évoluent, les métiers se transforment et certaines compétences deviennent moins recherchées. Mais les connaissances fondamentales, les méthodes scientifiques et les capacités de raisonnement conservent leur importance, même lorsque leurs applications changent.

Les mathématiques, la physique, la logique, la rigueur scientifique et l'esprit d'analyse demeurent des fondements essentiels de l'innovation.

Former exclusivement à l'utilisation des technologies du moment pourrait donc conduire nos universités à poursuivre indéfiniment des transformations qu'elles ne maîtrisent pas.

À l'inverse, former des étudiants capables de comprendre les principes scientifiques, de développer des technologies et de concevoir de nouvelles applications leur donnerait davantage de moyens pour participer à ces transformations.

Il ne s'agit pas d'opposer les connaissances fondamentales aux compétences pratiques. Les deux sont nécessaires et doivent se renforcer mutuellement.

La véritable difficulté consiste à trouver un équilibre entre la préparation aux exigences professionnelles actuelles et le développement des capacités intellectuelles qui permettront de répondre aux défis futurs.

Droit d'auteur © 2026 Sidy Danioko,
© 2026 Famuya Wale So (FWS).
Tous droits réservés.

Et ceux qui n'atteignent jamais l'université ?

Cette réflexion sur l'enseignement supérieur ne doit cependant pas nous faire oublier une réalité fondamentale : tous les jeunes Africains n'accèdent pas à l'université.

Certains interrompent leur scolarité pour des raisons économiques ou sociales. D'autres s'orientent vers des activités professionnelles, artisanales, agricoles ou commerciales sans poursuivre d'études supérieures.

Que leur propose notre système éducatif ?

Une réforme sérieuse de l'éducation africaine ne saurait se limiter à l'université. Elle doit également s'intéresser à la qualité de l'enseignement primaire et secondaire, à la formation technique et professionnelle, à l'apprentissage, ainsi qu'aux possibilités de formation tout au long de la vie.

Nos sociétés ont besoin de chercheurs, de médecins, d'ingénieurs et d'universitaires. Mais elles ont tout autant besoin de techniciens qualifiés, d'agriculteurs innovants, d'artisans compétents, d'entrepreneurs et de professionnels capables de contribuer au développement de leurs communautés.

La valeur d'une personne et l'utilité de sa contribution à la société ne peuvent être mesurées uniquement à l'aune d'un diplôme universitaire.

Il est donc essentiel de construire des parcours éducatifs diversifiés, accessibles et suffisamment solides pour permettre à chacun de développer ses aptitudes.

L'enjeu n'est pas de conduire systématiquement tous les jeunes vers l'université, mais de faire en sorte que ceux qui n'y accèdent pas disposent eux aussi de véritables possibilités d'apprentissage, de qualification et d'épanouissement.

L'université africaine au service de quelle société ?

Une autre interrogation mérite notre attention : nos universités contribuent-elles suffisamment à répondre aux besoins fondamentaux de nos sociétés ?

L'Afrique fait face à de nombreux défis dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de la santé, de l'industrialisation, des infrastructures, de la gouvernance et de la transformation économique.

Dans quelle mesure les connaissances produites par nos universités permettent-elles de mieux comprendre ces problèmes et d'y apporter des réponses adaptées ?

Nos établissements d'enseignement supérieur doivent-ils se contenter de former des diplômés destinés à intégrer les structures économiques existantes, ou doivent-ils aussi participer à la création de nouvelles activités, de nouvelles industries et de nouvelles possibilités d'emploi ?

Cette question est particulièrement importante dans un contexte où les transformations technologiques mondiales sont largement impulsées par des centres de recherche, des entreprises et des institutions situés hors du continent.

Droit d'auteur © 2026 Sidy Danioko,
© 2026 Famuya Wale So (FWS).
Tous droits réservés.

L'Afrique ne peut pas se satisfaire durablement d'une position dans laquelle elle adopte les innovations conçues ailleurs sans développer suffisamment ses propres capacités de recherche, de conception et de production.

Cela ne signifie pas qu'il faille rejeter les connaissances, les technologies ou les expériences venues d'autres régions du monde.

Au contraire, l'ouverture intellectuelle et la coopération scientifique sont indispensables.

Mais cette ouverture doit s'accompagner d'une capacité de discernement, d'adaptation et de création.

Nos universités devraient être des lieux où les savoirs venus d'ailleurs rencontrent les réalités africaines pour produire des réponses nouvelles, adaptées à nos besoins et à nos ambitions.

Former pour le marché d'aujourd'hui ou construire celui de demain ?

Au fond, la question centrale demeure celle de notre rapport à l'avenir.

Si nos universités se limitent à adapter leurs formations aux emplois disponibles aujourd'hui, elles risquent de préparer les jeunes à un environnement économique dont les possibilités restent insuffisantes.

En revanche, si elles contribuent à développer la recherche, l'innovation, les capacités productives et l'esprit d'entreprise, elles peuvent participer à la transformation de cet environnement.

L'Afrique n'a pas seulement besoin de diplômés capables de s'intégrer au marché de l'emploi. Elle a également besoin de diplômés capables de contribuer à sa transformation.

Elle a besoin de personnes qui ne se contentent pas d'utiliser les technologies existantes, mais qui puissent aussi les comprendre, les adapter, les améliorer et, lorsque cela est possible, en concevoir de nouvelles.

Cette ambition suppose des universités exigeantes, des enseignants soutenus dans leurs missions, des institutions de recherche solides et des politiques éducatives inscrites dans une vision de développement à long terme.

Elle suppose également que l'éducation ne soit pas considérée uniquement comme une réponse au chômage, mais comme l'un des fondements de la capacité d'une société à penser et à construire son avenir.

Droit d'auteur © 2026 Sidy Danioko,
© 2026 Famuya Wale So (FWS).
Tous droits réservés.

Penser notre propre avenir

L'Afrique a beaucoup à apprendre des expériences du reste du monde. Mais apprendre ne signifie pas reproduire systématiquement.

Nous devons éviter de considérer chaque modèle extérieur, chaque nouvelle technologie ou chaque orientation internationale comme une solution qu'il suffirait d'adopter sans examen critique.

Nos réalités économiques, sociales, culturelles et institutionnelles exigent une réflexion autonome sur les choix que nous faisons.

Cette responsabilité concerne particulièrement l'éducation.

Une université qui ne ferait que suivre les transformations décidées ailleurs risquerait de demeurer dans une position permanente d'adaptation.

Une université capable de produire des connaissances, de développer l'esprit critique et de contribuer à l'innovation pourrait, au contraire, devenir un acteur essentiel de la transformation africaine.

Il ne s'agit donc pas de choisir entre les exigences du marché de l'emploi et la mission intellectuelle de l'université. Il s'agit de comprendre que la seconde doit permettre de répondre à la première sans s'y soumettre entièrement.

Car la véritable ambition ne devrait pas être seulement de former des diplômés adaptés au marché de l'emploi d'aujourd'hui, mais de former des générations capables de contribuer à construire celui de demain.

Droit d'auteur © 2026 Sidy Danioko,
© 2026 Famuya Wale So (FWS).
Tous droits réservés.

Repères documentaires

1. UNESCO (2026). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2026 : Accès et équité — Compte à rebours vers 2030.*

Ce rapport examine les progrès et les inégalités d'accès à l'éducation, ainsi que les politiques permettant de renforcer l'équité et les possibilités de formation. Il éclaire notamment la nécessité de construire des systèmes éducatifs inclusifs, au-delà du seul enseignement universitaire.

https://www.unesco.org/reports/gem-report/en/2026

2. Union africaine, Commission de l'Union africaine (2025). *Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2026–2035.*

Ce cadre stratégique présente les orientations continentales en matière de transformation de l'éducation et de développement des capacités humaines. Il situe les réformes éducatives dans une perspective africaine de long terme, en relation avec les besoins économiques, scientifiques et sociaux du continent.

https://www.au.int/en/documents/20250616/continental-education-strategy-africa-2026-2035

3. Organisation internationale du Travail (OIT, 2026). *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2026 : Retour vers le futur.*

Cette publication analyse les transformations des marchés du travail des jeunes, les difficultés d'accès à un emploi décent et les perspectives professionnelles dans différentes régions du monde. Elle apporte un éclairage complémentaire sur les relations entre formation, qualifications et possibilités d'emploi.

https://www.ilo.org/fr/publications/major-publications/tendances-mondiales-de-lemploi-des-jeunes-2026-retour-vers-le-futur

Ces références sont proposées par FWS Publishing pour prolonger la réflexion. Elles ne constituent pas nécessairement les sources directement mobilisées par l'auteur.

Droit d'auteur © 2026 Sidy Danioko,
© 2026 Famuya Wale So (FWS).
Tous droits réservés.